



Dans un communiqué publié le 10 août 2021, l'ONG Human Rights Watch demande au gouvernement camerounais d'abroger la loi criminalisant les rapports homosexuels. Réaction de Denis Emilien Atangana, président du Front des Démocrates Camerounais (FDC).

"Conscient du fait que la très grande majorité de la population est contre la pratique de cette "chose" au Cameroun, je demande à Human Rights Watch de faciliter la tâche au gouvernement camerounais. Ainsi je conseille à cette ONG de ne pas se limiter à des communiqués et déclarations à distance mais de descendre sur le terrain en organisant une campagne nationale d'explication de la dépénalisation de l'homosexualité au Cameroun dans les lieux publics, les marchés et les villages.

Si cette ONG réussit cette campagne nationale pour convaincre la grande majorité à accepter cette "chose" alors nous comprendrons par-là que sa demande au gouvernement camerounais d'abroger la loi criminalisant la pratique de l'homosexualité au Cameroun est sincère. Si l'ONG human Rights Watch est courageuse, qu'elle descende dans nos villages convaincre les populations. Tout en leur souhaitant plein succès dans cette démarche, j'espère vivement que cette ONG nous réponde."

Denis Emilien Atangana